

1. Algérie

A l'instar des incidents qui ont eu lieu en Tunisie et en Egypte, les protestations ont également commencé en Algérie en janvier 2011 et continuent jusqu'à ce jour. Tout comme les autres pays de la sous région, la situation en Algérie change d'une semaine à l'autre. Les troubles sociaux (grèves, protestations, sit-in) sont contrôlés, mais obligent les autorités à accélérer la réforme. La première préoccupation des autorités est de maintenir la stabilité et la cohésion sociale, et de continuer à ajouter aux progrès réalisés dans le domaine de la démocratie et le développement économique et social. Une révision de la constitution est actuellement en cours, et les autorités favorisent la participation de la société civile au débat national et au recouvrement économique, notamment pour trouver des moyens pour renforcer le soutien aux entreprises et favoriser l'environnement de l'investissement.

Pour répondre à la vague initiale des protestations, le Président a également annoncé plusieurs réformes politiques, économiques et sociales. Les réformes annoncées jusque là ont eu pour conséquence les nouvelles lois suivantes :

- La loi sur le système électoral visant à renforcer la démocratie
- La loi portant sur l'incompatibilité du mandat parlementaire, s'occupant de la question des mandats doubles ;
- La loi portant sur l'amélioration de la représentation de la femme dans les assemblées élues, ce qui doit mener à une augmentation progressive du pourcentage des membres femmes de ces organismes
- La loi portant sur la meilleure protection des journalistes, notamment en ce qui concerne l'abolition des sentences d'emprisonnement pour les infractions de la presse, etc.

Les élections parlementaires auront lieu en Algérie le 10 mai, 2012. Tout le spectre des partis politiques est représenté sur la scène politique. L'administration déploie des ressources substantielles pour encourager les Algériens à voter. L'ONU, l'UE, l'UA, la Ligue Arabe et l'OCI ont été officiellement notifiées par les autorités algériennes pour aider l'Algérie dans ces élections en qualité d'observateurs.

L'emploi continue à être une préoccupation majeure en Algérie ; le Président l'ayant considéré comme priorité nationale. Le Président de la République a donné des instructions à son gouvernement pour répondre aux attentes du peuple, notamment au sujet de la création d'opportunités d'emplois, tout particulièrement pour les jeunes (à savoir les personnes âgées entre 35 et 40 ans selon dans le contexte algérien) et faciliter l'accès à l'habitat. Afin de s'occuper de ces défis, les partenaires sociaux sont appelés à remplir un rôle clé et croissant dans le processus actuel du changement. Les activités de l'OIT en Algérie doivent s'occuper largement des questions de l'emploi, la protection sociale, le dialogue social et l'administration du travail.

Emploi

Les activités dans ce domaine peuvent être résumées en la promotion de l'emploi – pour les femmes et les hommes – à travers le développement de micro et petites entreprises dans le cadre du développement local et le développement des régions sous privilégiées dans le pays (première priorité dans l'avant-projet du programme des pays pour le travail décent DWCP).

Sécurité sociale

C'est un programme majeur appuyant l'établissement d'un centre de formation pour la sécurité sociale couvrant la sous région pour les pays francophones.

Dialogue social

L'OIT est appelée à soutenir les structures du dialogue social déjà opérationnelles.

Administration du travail

L'appui sera accordé à l'organisation d'un atelier national tripartite pour débattre sur la « Résolution et les conclusions concernant l'administration du travail et l'inspection du travail ».

Eventuels domaines pour la coopération technique

- Développement des entreprises, y compris l'entrepreneuriat des femmes
- Renforcement des capacités des cadres de l'inspection du travail concernant les aspects du travail décent
- Soutien à l'établissement d'un centre de formation pour la sécurité sociale
- Soutien aux partenaires sociaux dans les différents domaines d'intérêt comme la migration, les codes du travail, etc.

Initiatives clés en cours

1. Projets actifs en Algérie (US\$)

Titre	Budget	Donateur
Egalité du genre et autonomisation des femmes en Algérie	US\$631,300	Fonds pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement MDGF
Promotion de l'emploi productif et le travail décent pour les jeunes gens en Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie	US\$5,200,000	Espagne

2. Principales activités de l'OIT

- Dans le cadre du programme des OMD, une étude à grande échelle sera menée sur l'emploi de la femme.
- L'appui sera fourni pour concevoir et mettre en œuvre un outil de suivi pour le marché du travail au sein de l'Agence nationale pour l'emploi
- Une mission de suivi pour l'établissement d'un centre pour la formation supérieure sur la sécurité sociale, une fois l'OIT ait reçu l'entrant technique initial.
- Le soutien aux partenaires sociaux pour mener des études sur le dialogue social, la migration, et la promotion de l'emploi de la femme.

3. Programme des pays pour le travail décent (DWCP)

Un programme DWCP est sur le point d'être conclu. Les priorités comprennent la création d'emplois décents pour les jeunes gens à travers le développement de micro et petites entreprises ; la protection sociale par le biais de l'établissement d'un centre de formation sur la sécurité sociale ; et apprendre à partir des expériences précédentes en Algérie afin de renforcer la Coopération Sud-Sud.